



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 05 DEC. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SANTINI

61 rue de Lyon
75012 Paris

Références : E25-2831
Code AIOT : 0006520548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2025 de la carrière de sablon à ciel ouvert exploitée par la société SANTINI sur la commune de Fontenay-Trésigny (77610). L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANTINI
- parcelle ZC 3 - Fontenay-Trésigny (77610)
- Code AIOT : 0006520548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SANTINI anciennement AXEL DUVAL est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019-01 DCSE BPE M du 02 janvier 2019 pour exploiter une carrière de sablon sur le territoire de la commune de Fontenay-Trésigny (77610).

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021 DRIEAT UD 77 162 du 07 décembre 2021 a porté prorogation de la durée de validité de cette autorisation.

L'arrêté préfectoral n° 2022 04 DCSE BPE M du 12 avril 2022 a imposé des prescriptions complémentaires à la société SANTINI pour l'exploitation de cette carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Périmètre d'autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.19	Demande d'action corrective	2 mois
5	Aménagement de l'entrée de la carrière	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 1.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Impacts sur le milieu	Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.6	Demande d'action corrective	2 mois
7	Impacts sur le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 4.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.1	Sans objet
4	Équipements annexes	Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.5	Sans objet
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 3.1	Sans objet
9	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au Préfet de Seine-et-Marne de demander à la société SANTINI de :

- faire figurer, dans un délai de 2 mois, le bornage du périmètre d'autorisation d'exploiter sur le prochain plan d'exploitation. Le cas échéant, la société SANTINI devra mettre en place les bornes délimitant le périmètre d'autorisation ;
- mettre en place, dans un délai de 2 mois, une clôture solide et efficace empêchant l'accès aux zones de travaux ;

- mettre en place, dans un délai de 2 mois, une clôture solide et efficace autour du bassin d'eaux pluviales situé à l'entrée de la carrière empêchant son accès ;
- mettre en place, dans un délai de 2 mois, des pancartes indiquant le danger à intervalle régulier sur le chemin d'accès menant à la zone de travaux, aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ainsi qu'à proximité du périmètre contrôlé ;
- équiper, dans un délai de 2 mois, le bassin des eaux pluviales d'un décanteur-déshuileur ;
- justifier, dans un délai de 2 mois, que la surverse du bassin d'eaux pluviales se fait dans le fossé nord ;
- mettre en place, dans un délai de 2 mois, un pont-bascule et un laveur de roue ;
- constituer, dans un délai de 2 mois, les deux fossés forestiers dans un délai compatible avec les enjeux locaux de biodiversité ;
- réhabiliter, dans un délai de 2 mois, la mare située dans la bande forestière conservée sur une largeur de 50 mètres au nord de la carrière le long de la voie communale n°5, dans un calendrier compatible avec les enjeux locaux de biodiversité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.1
Thème(s) : Autre, Panneaux d'affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'exploitant a mis en place à l'entrée du site de la carrière, un panneau d'affichage indiquant son identité, la référence de l'autorisation d'exploiter la carrière, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Périmètre d'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant fait implanter :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, y compris les parcelles enclavées (si nécessaire fait planter de nouvelles bornes),
- les bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille,
- des bornes matérialisant les distances de recul de l'article 3.20 du présent arrêté.

Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II ou Lambert 93.

Constats :

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un plan d'implantation de la carrière dont la dernière mise à jour date du 09 janvier 2020, dans lequel figure le bornage de la zone d'extraction.

Ce plan représente les distances de recul par rapport aux voies communales n°5 et 6, la limite Est du périmètre d'autorisation et la parcelle située au Sud-Ouest de la carrière.

Néanmoins, le plan ne fait pas apparaître le bornage du périmètre d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, faire figurer le bornage du périmètre d'autorisation d'exploiter sur le prochain plan d'exploitation. Le cas échéant, la société SANTINI devra mettre en place les bornes délimitant le périmètre d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Limitation d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.19

Thème(s) : Autre, Sécurité du public

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité (article 1.3.4), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de la carrière est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace empêche l'accès aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation.

Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement de la carrière, ainsi qu'à proximité du périmètre contrôlé.

Constats :

Un portail est présent à l'entrée de la carrière.

<p>Aucune clôture empêche l'accès aux zones de travaux.</p> <p>Aucune clôture n'est présente autour du bassin d'eaux pluviales situé à l'entrée de la carrière.</p> <p>Aucune pancarte indiquant le danger n'est sur le chemin d'accès menant à la zone de travaux, aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement de la carrière, ainsi qu'à proximité du périmètre contrôlé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, mettre en place une clôture solide et efficace empêchant l'accès aux zones de travaux.</p> <p>L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, mettre en place une clôture solide et efficace autour du bassin d'eaux pluviales situé à l'entrée de la carrière empêchant son accès.</p> <p>L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, mettre en place des pancartes indiquant le danger à intervalle régulier sur le chemin d'accès menant à la zone de travaux, aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ainsi qu'à proximité du périmètre contrôlé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Équipements annexes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aire étanche</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Le site dispose de locaux sociaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place à côté des zones d'extraction une aire étanche pour le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier. Le site dispose de locaux sociaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Aménagement de l'entrée de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place d'équipements

Prescription contrôlée :

Les articles 3.4. et 3.5. de l'arrêté préfectoral n° 2019-01 DCSE/BPE/M du 02 janvier 2019 susvisé sont complétés des dispositions suivantes.

Afin de faciliter l'entrée des camions sur le site, l'accès est aménagé avec un décroché en biseau d'une quinzaine de mètres en bordure de la voie communale n° 5, juste avant l'entrée du site.

L'entrée est équipée d'un double portail fermant un accès large de 18 m. Le busage existant pour franchir le fossé à l'entrée est élargi.

La partie Est du chemin existant est empierrée sur une largeur de 6 à 7 m pour permettre l'accès des véhicules au démarrage de l'activité.

À l'Ouest, le chemin est élargi sur 12 m et enrobé sur une longueur de 100 m.

Au-delà de l'enrobé, vers le Sud, la piste d'accès a une largeur de 12 m et est stabilisée par des empièvements.

La piste est modelée tout au long de son linéaire avec une pente vers l'Ouest pour permettre la récupération des eaux de la partie stabilisée dans un fossé creusé en bordure Ouest de la piste.

Ce fossé dirige les eaux pluviales vers un bassin, crée au point bas, juste avant le fossé existant au Nord du site. Il est équipé d'un décanteur-déshuileur. L'exutoire des eaux en surverse se fait dans le fossé Nord.

Les eaux peuvent également être utilisées pour arroser la piste en cas de sécheresse.

Le volume du bassin est dimensionné pour contenir les eaux d'une pluie de retour décennale ruisselant sur la piste depuis le point haut topographique, soit 875 m³.

À 15 m de l'entrée à l'ouest de la piste, une aire est aménagée comprenant les locaux vestiaire, réfectoire et sanitaire. Un parking pour les employés et les visiteurs est matérialisé.

Un pont-bascule et un local accueil bascule permettant notamment un premier contrôle des chargements des camions apportant les remblais est mis en place dans le courant de la première phase quinquennale.

Un laveur de roue complète l'ensemble du dispositif pour assurer la propreté de la voirie en sortie de site. L'eau utilisée provient du bassin des eaux de ruissellement de la piste et en complément du siège de la société (transport par citerne).

Ces aménagements sont réalisés conformément au plan annexé au présent arrêté (annexe 1).

Constats :

L'accès à la carrière est aménagé avec un décroché en biseau afin de faciliter l'entrée des camions sur le site.

L'entrée est équipée d'un portail constitué de barrières métalliques mobiles reliées entre elles par des chaînes et cadenas. L'exploitant a indiqué qu'il allait mettre en place un double portail sur surface dure.

L'entrée, la zone de parking et la piste d'accès à la zone d'extraction ont été empierrées et sont constituées de fraisâts routiers.

Un fossé le long de la piste permet de canaliser les eaux de ruissellement de la piste vers un bassin de collecte situé à l'entrée derrière le local social.

Le bassin des eaux pluviales n'est pas équipé d'un décanteur-déshuileur. L'exploitant devra justifier que la surverse du bassin se fait dans le fossé nord.

Aucun pont-bascule et laveur de roue n'est présent à l'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, équiper le bassin des eaux pluviales d'un décanteur-déshuileur.

L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, justifier que la surverse du bassin d'eaux pluviales se fait dans le fossé nord.

L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, mettre en place un pont-bascule et un laveur de roue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Impacts sur le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 3.6

Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la faune et de la flore

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise deux fossés dès le début de l'exploitation de la carrière :

- un fossé d'une cinquantaine de mètres de long au niveau de la mare, en pente régulière de 0,5 à 1 m de fond ;
- un fossé d'une trentaine de mètres le long du chemin forestier avec une profondeur allant de 0,5 à 1 m avec une pente régulière entre les 2 extrémités de façon à diversifier la profondeur et la durée d'engorgement.

Il met en place le suivi annuel relatif à la faune et à la flore de ces fossés par un écologue, aux périodes adaptées.
Constats : L'exploitant n'a pas constitué les fossés forestiers. La mise en place de ces fossés visent à compenser la disparition de gouilles temporaires (mares). Les fossés en eau au printemps sont favorables aux amphibiens. Lors de l'inspection, le tracé des deux fossés à constituer a été défini.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, constituer les deux fossés forestiers dans un délai compatible avec les enjeux locaux de biodiversité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Impacts sur le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2019, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts
Prescription contrôlée : (...) Réhabilitation de la mare dès le début de l'exploitation de la carrière au cours de la première année d'exploitation ; entretien régulier et suivi annuel relatif à la faune et à la flore de la mare, par un écologue, aux périodes adaptées.
Constats : La zone où doit être réhabilitée la mare a été identifiée. L'exploitant n'a pas engagé les travaux de réhabilitation de la mare, située dans la bande forestière conservée sur une largeur de 50 mètres au nord de la carrière le long de la voie communale n°5.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, devra dans un délai de 2 mois, réhabiliter la mare située dans la bande forestière conservée sur une largeur de 50 mètres au nord de la carrière le long de la voie communale n°5, dans un calendrier compatible avec les enjeux locaux de biodiversité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 3.1				
Thème(s) : Autre, Constitution des garanties financières				
Prescription contrôlée : (...) Le montant de référence des garanties financières, en euros (TTC), est précisé dans le tableau ci-après.				
Durée	S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ha)	Montant de référence : Cr (euros)
Phase 1	5,59	1,68	0,69	202 380,00 €
Phase 2	2,18	2,46	0,45	165 738,00 €
Phase 3	1,93	2,11	0,45	144 777,00 €
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le document original justifiant de la constitution des garanties financières pour un montant de 202 380 euros.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 9 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 2
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : (...) La progression de l'exploitation de la première phase quinquennale fixée par l'arrêté préfectoral n° 2019-01 DCSE/BPE/M du 02 janvier 2019 susvisé est modifiée conformément aux plans annexés au présent arrêté (annexe 3), présentant les 5 sous-phases A, B, C, D et E de cette première phase quinquennale. (...)
Constats : L'exploitant a engagé les travaux d'extraction de sablons au niveau de la phase 1, en phase A.
Type de suites proposées : Sans suite